

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°917 du 7 Mai 2007

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

UN QUITUS OU UNE MISSION ?

Ainsi aurons-nous un quinquennat SARKOZY. L'agressivité et la mauvaise foi de Madame ROYAL l'auront finalement desservie, alors que c'est Nicolas SARKOZY qui a paru incarner la « force tranquille », le « rassemblement du peuple français », la tolérance, la concorde et la compassion.

Cela dit, il y a deux façons de voir la victoire de SARKOZY : un quitus ou une mission.

Les Français ont-ils donné quitus à l'UMP, à CHIRAC, VILLEPIN et autres, qui ont régné sur le pays depuis cinq ans ? Certains éléments permettent de le penser. Surtout à la fin de la campagne, le candidat a tenu à assumer toutes les erreurs du gouvernement auquel il n'a cessé d'appartenir depuis 2002. En cinq ans, la droite n'a pas tenu sa promesse de supprimer les 35 heures, elle n'a pas réformé le code du travail et a reculé sur le CPE. La politique des « pôles nationaux d'excellence » a été mise en place, et dans l'affaire Alstom c'est SARKOZY lui-même qui a voulu éviter le passage de l'industriel sous la coupe des étrangers. Il avait d'ailleurs dénoncé le « dumping fiscal » dont sont coupables les pays qui ont le culot d'imposer des impôts moins lourds que la France et qui attirent les capitaux étrangers. En cinq ans, la politique sécuritaire a été sans efficacité : émeutes, sans papiers, SDF ont été autant de dénis du droit, d'atteintes aux personnes et à leurs biens, tandis que la justice a montré des lacunes redoutables. Dans le débat télévisé, Madame ROYAL avait beau jeu de dire à son concurrent : « pourquoi ne l'avez-vous pas fait ? ». Seuls quelques naïfs peuvent croire que le chômage a été réellement maîtrisé, que les déficits publics et la dette ont été stabilisés, que la violence et l'ignorance scolaires ont disparu. Nicolas SARKOZY a également soutenu que la réforme des retraites de François FILLON était suffisante à assurer la survie de la répartition « jusqu'en 2020 ». Est-ce vrai ? Et après 2020 que se passe-t-il ? En cinq ans rien n'a été fait pour amorcer la transition à la capitalisation.

Enfin, concernant la diplomatie, Nicolas SARKOZY, qui s'était risqué à serrer la main de George Bush, a dû en rajouter en sens inverse. Il semble avoir rejoint la ligne traditionnelle gaulliste : refus de l'atlantisme, méfiance à l'égard de l'OTAN, sympathie pour la Russie, axe Paris-Berlin pour une Europe « qui nous protégera de la mondialisation ».

Au total, la rupture avec la politique de la droite jacobine, nationaliste et dirigiste n'est donc pas évidente.

Pour autant, je ne crois pas que les électeurs aient voulu marquer leur satisfaction de la politique menée par les prédécesseurs, ni donner un quitus aux sortants.

Il me semble plutôt que les électeurs aient voulu signifier leur volonté de changement, et aient confié cette mission à Nicolas SARKOZY. De toute évidence, il était plus qualifié pour la mission que Ségolène ROYAL : le socialisme français est-il capable d'accepter le moindre changement ?

Cette volonté de changement s'est manifestée par un vote massif au deuxième tour comme au premier. Les Français pensent qu'il peut se passer quelque chose de neuf avec une nouvelle génération d'hommes politiques, alors qu'en 1995 et 2002 ils semblaient plutôt désabusés. Nicolas SARKOZY a impressionné par la nouveauté de son style, sinon de son programme, mais Ségolène ROYAL également.

Changer, c'est aussi l'explication du vote pour François BAYROU. Je le répète : je ne crois pas que le centrisme ait été attractif au point de séduire 18% des électeurs. Ils ont voulu déplacer le paysage politique français, effacer l'omniprésence de l'UMP et du PS. La candidature BAYROU était assez saugrenue et ambiguë pour paraître originale. Après tout, pourquoi pas ?

Il y a enfin de nombreux électeurs, dont peut-être nombre de libéraux, qui ont vu dans SARKOZY l'anti-CHIRAC, l'homme plus près des réalités économiques et sociales, plus courageux face aux corporatismes, aux syndicats et aux fauteurs de troubles qui empoisonnent la vie quotidienne. Le Président a remis à la mode des concepts comme le travail, le mérite, la promotion, la responsabilité. Ils avaient disparu des discours officiels et de la pensée unique.

Peut-être le ramage ne sera-t-il pas en rapport avec le plumage, et les flatteurs auront-ils eu tort de s'empresser. Mais, pour l'instant, tout nouveau est tout beau.

Alors, cette mission du changement sera-t-elle assumée ? Elle est certes dévolue par priorité au Président, et il commettrait une erreur grave de ne pas profiter de la grâce de l'état et de ne pas engager dès les cent premiers jours les réformes profondes que réclament l'état de notre économie, de notre tissu social, de nos institutions nationales, de notre position internationale.

Mais la mission ne peut être remplie sans un Parlement dynamique et innovant. Ce serait une autre grave erreur que de retomber dans la tradition de la V^e République, et de recruter une assemblée de godillots. Notre rôle va consister à faire pression pour que les législatives soient l'occasion d'un choix de société plus consistant et plus cohérent que celui que l'on nous a servi pendant les présidentielles. « Soyez socialistes, soyez libéraux, mais dites la vérité » demandait jadis Jacques RUEFF.

Le pays ne vient pas de donner un quitus. Il ne vient pas d'approuver les attermoissements, le manque de courage, les rododromes d'une droite sans doctrine, et souvent sans moralité. Il vient de donner mission de changer. Changer, c'est libérer la France de son jacobinisme, de son corporatisme, de son dirigisme, de son nationalisme. Mission impossible ? Les Français veulent-ils un simple changement d'équipe ou un vrai changement de jeu ? Attendons de voir le Président et le Parlement à l'œuvre ; mais en ce qui me concerne j'attends en vain l'alternance libérale depuis 1986. Vingt ans après...

Jacques Garello

Conjoncture

UN BUDGET 2008 EN EXCEDENT ?

Il peut paraître paradoxal de parler du budget 2008, alors que l'élection présidentielle vient à peine de s'achever, que la passation des pouvoirs et la formation du gouvernement n'ont pas eu lieu et que l'Assemblée nationale n'est pas encore élue : ce sera pour la mi-juin.

Il peut paraître encore plus saugrenu de se poser la question d'un excédent budgétaire. Il faudra payer l'addition des promesses électorales, et imaginer les coupes à faire dans les dépenses publiques : ce n'est pas pour demain !

Pourtant, selon le calendrier habituel, nous devrions être déjà en pleine préparation du budget 2008. Consciencieusement l'administration s'est mise en route, et commence à préparer le budget comme si de rien n'était. Bien entendu, personne n'envisage un budget en équilibre. La rupture avec les déficits, c'est pour plus tard...

Les fonctionnaires font le budget

Ceux qui pensent que les nouveaux dirigeants vont faire un nouveau budget commettent une double erreur : technique et politique.

L'erreur technique est de ne pas tenir compte de l'inertie administrative qui règne sur la préparation et le vote d'un budget. Certes, en théorie, c'est la future Assemblée Nationale, élue en juin, qui votera le budget sur proposition du nouveau gouvernement. La « loi de finances » pour 2008 sera présentée au Parlement, selon la constitution, avant le premier mardi d'octobre. Voilà qui semble laisser une marge de manœuvre aux nouveaux venus.

Mais il leur faudra d'abord examiner le « collectif budgétaire » 2007, c'est-à-dire régulariser l'exécution du budget 2007, sans doute bousculé par les mesures accumulées sans beaucoup de précaution depuis le début de cette année électorale. Cela peut diminuer considérablement les ardeurs réformatrices des nouveaux députés. D'autre part, comme les procédures budgétaires sont

très longues, la machine administrative s'est déjà mise en route, et continue son chemin, comme un poulet sans tête continue à courir ! Il y a déjà des mois que se prépare le budget 2008. C'est le gouvernement VILLEPIN qui en avait fixé les grandes lignes, prévoyant une baisse des dépenses de l'Etat de 1,25% en volume (soit une quasi stabilité en valeur, compte tenu de l'inflation). Il n'est guère allé plus loin, ne prévoyant pas notamment d'objectif en matière de réduction des postes de fonctionnaires.

Dans son travail l'administration peut se passer de directives. D'ailleurs, jusqu'à maintenant, un budget consiste essentiellement à reconduire les dépenses précédentes. Certes, comme le souligne notre confrère Les Echos « la préparation du budget 2008 (est) perturbée par le calendrier électoral ». Mais elle n'est pas arrêtée. « Comme chaque année, la procédure est déjà en marche ! ». La tentation sera donc grande de s'en tenir pour l'essentiel aux dispositions déjà arrêtées et arbitrées par les fonctionnaires.

Un excédent budgétaire : est-ce possible ? Onze pays européens l'ont réalisé...

Ici la réponse est politique, et l'erreur consiste à laisser filer le budget 2008, en se résignant à de nouveaux déficits. C'est aux politiques à établir le budget de l'Etat et pas aux technocrates ou autres énarques. Il faut donc de toute urgence rompre avec le schéma actuel, modifier en profondeur le budget 2007 (après tout, il reste plus de la moitié de l'année) et préparer un budget de rupture pour 2008. Il faut en particulier rendre son rôle au Parlement dans la procédure, au lieu de faire voter le projet de manière bloquée par une majorité aux ordres. Il n'est plus possible que ce soit la bureaucratie qui décide du budget de l'Etat.

Les nouveaux dirigeants ont juste le temps d'intervenir : les « lettres de cadrage » doivent parvenir aux ministres intéressés avant la fin juin. La nouvelle majorité voudra-t-elle tenter l'exploit de remettre le budget « à plat » (suivant l'expression favorite de Madame ROYAL ?)

Cela dépendra de la majorité qui sortira des élections législatives, et du courage qu'elle aura pour lancer immédiatement les réformes budgétaires qui s'imposent (cf. www.guideducandidat.org), à commencer par le vote d'un budget en équilibre – dont nous souhaitons que le principe soit constitutionnalisé.

Cette audace semble impossible au gros de la classe politique. « Impossible » est-il strictement français ? Un rapport d'Eurostat, paru entre les deux tours des présidentielles, vient apporter un démenti à nos élus. Partout en Europe, les déficits publics ont été réduits ; ils sont actuellement en moyenne de 1,6% du PIB dans la zone euro (plus de 2,5% en France, en dépit des manipulations statistiques). De plus, onze pays de l'Union européenne ont un budget en excédent, par exemple de 2,7% du PIB en Irlande, ou de 1,8% en Espagne, de 4,2% au Danemark et de 3,9% en Finlande ou de 2,2% en Suède : il est donc possible d'avoir un budget en excédent, aussi bien avec des gouvernements de droite que de gauche !

Trop de dépenses c'est trop d'impôts

Si on regarde la liste des pays qui ont un excédent budgétaire, on s'aperçoit qu'il s'agit essentiellement de pays qui ont baissé le taux de l'impôt, provoquant la prospérité et donc une hausse à terme des recettes fiscales.

La baisse des taux d'imposition se combine avec une réduction drastique des dépenses publiques, par exemple en ne remplaçant aucun des fonctionnaires partant en retraite. Cela n'a de sens que si on privatise rapidement, en même temps, un certain nombre d'actions relevant jusque là de l'Etat. Suède ou Canada ont diminué de 15% ce nombre de fonctionnaires en quelques années. Comme l'indique le guide du candidat, « il faut redessiner le domaine de l'Etat pour le ramener peu à peu à ses frontières naturelles ». Nous avons montré, avec nos amis de Contribuables associés, que l'on pouvait facilement réduire les dépenses publiques de 200 milliards d'euros environ. Il n'y aura pas de véritable allègement fiscal « tant que des masses de dépenses publiques n'auront pas été jetées par-dessus bord ».

C'est donc d'une véritable rupture dont nous avons besoin. Pas dans cinq ans, mais tout de suite. Moins de dépenses publiques, moins d'impôts, moins de déficits, halte à la dette. Il faut donc que les nouveaux responsables jettent par-dessus bord tous les avant-projets de budgets préparés par les fonctionnaires et imposent un vrai budget de rupture : en excédent !

Au pire, en équilibre.

FRANCE, TERRE D'EMIGRATION

Ils ont voté ; ils ont voté massivement ; ils ont voté Sarkozy : 950.000 Français de l'étranger n'ont pas rompu avec la mère patrie, sans doute parce qu'ils ont davantage conscience de la nécessité de changer quelque chose dans un pays qu'ils ont quitté, au moins provisoirement.

Car la France est devenue terre d'émigration, et cela devrait faire réfléchir au moins autant que le problème de l'immigration, si présent dans la campagne électorale.

C'est ce que vient de rappeler un article de Jean Pierre ROBIN dans sa rubrique « Libres échanges » du Figaro Economie, sous le titre « La France exporte trop bien sa main d'œuvre ».

Après le chiffre impressionnant d'électeurs français à l'étranger, Jean Pierre ROBIN cite d'autres données intéressantes, fournies par l'édition 2007 des World Development Indicators de la Banque mondiale. Notre pays est le cinquième de la planète, après la Chine, l'Inde, le Mexique et les Philippines, pour ce qu'on appelle les « remittances ». Il s'agit des remises de fonds envoyées à leurs familles par les nationaux établis à l'étranger. En 2005, dernier chiffre connu, la France a reçu 12,742 milliards de dollars. (Ces chiffres, bien entendu, ne prennent pas en compte les Français qui résident, travaillent et dépensent leur argent à l'étranger, mais seulement la part de cet argent qui revient en France ; les expatriés sont eux beaucoup plus nombreux encore).

Ne nous en plaignons pas, bien entendu, et si des Français préfèrent s'installer à l'étranger, tout en rapatriant ensuite une partie de leurs gains en France, c'est leur droit. Mais la liste des pays situés devant nous (quatre seulement) est intéressante : ce sont tous des pays émergents. La France, demande J-P ROBIN, « serait-elle devenue un pays émergent à bas salaires dont la main d'œuvre est tentée ou forcée de s'expatrier pour bénéficier des hauts revenus des contrées plus riches ? ».

Certes, il faut surtout se demander pourquoi les revenus sont plus faibles en France qu'ailleurs : la réponse est largement dans le poids des impôts et autres prélèvements obligatoires. Notons d'ailleurs que les travailleurs immigrés en France adressent pour leur part 2,5 milliards d'euros à leurs familles ou amis restés dans leur pays d'origine : la balance n'est pas égale, on le voit, même si on y ajoute 1,4 milliards de salaires perçus en France par des saisonniers étrangers et dépensés à l'étranger. Commentaire du Figaro : « Les déclinologues en tireront argument pour dire à quel point nous sommes désormais incapables de retenir nos cerveaux et d'occuper nos mains. D'où cette expatriation de masse pour raisons économiques ».

Certes, une grande partie de ces capitaux qui reviennent en France est la conséquence d'un phénomène bien particulier, mais lui aussi très significatif, celui des transfrontaliers. Il y a beaucoup de Français qui résident en France et travaillent de l'autre côté de la frontière. Cela représente 270 000 personnes, alors que le mouvement inverse ne compte que 11 000 résidents voisins venant travailler en France. A elle seule, la Suisse accueille 105 661 frontaliers venus de France. L'Allemagne 56 000, le Luxembourg 57 000. Le solde est même positif avec l'Espagne, qui fournit 3 000 postes de travail aux Français frontaliers, alors que le mouvement inverse n'est plus que de 2 000 : il est loin le temps de l'immigration espagnole massive en France.

C'est à ce genre de petites informations que l'on mesure le mal français : pas assez d'emplois en France, ou des emplois mal payés et surtaxés, donc des salaires nets plus faibles que chez nos voisins. Ce fut l'un de nos leitmotivs tout au long de cette campagne, et nous le reprendrons inlassablement : il faut libéraliser le marché du travail, pour créer des emplois, et baisser les prélèvements obligatoires, en particulier en privatisant la sécurité sociale. C'est la recette de l'emploi et du pouvoir d'achat. Peut-être sera-t-il plus facile pour chacun d'entre nous de convaincre un à un nos candidats-députés que cela ne l'a été pour convaincre les candidats aux présidentielles. On peut toujours essayer.

CENT DEPARTEMENTS DE TROP !

Un des points importants de notre programme libéral, qui reste à la disposition du nouveau chef de l'Etat et des candidats aux prochaines législatives, c'est la réforme de l'Etat. Certes, on en a un peu parlé pendant la campagne, mais nous avons trouvé les candidats très prudents au niveau des propositions. Pour notre part, nous n'avons pas hésité à prendre clairement position pour la décentralisation (et la subsidiarité) et en particulier (www.guideducandidat.org) pour un « réaménagement complet des collectivités locales : suppression d'un niveau d'administration, suppression de l'intercommunalité imposée, autonomie fiscale et budgétaire des communes et des régions ». L'ouvrage de Gérard BRAMOULLE, « Finances et libertés locales », publié avec le double concours de Contribuables Associés et de l'IREF, analyse le mal français et donne les pistes d'un retour aux libertés locales.

Nous avons retrouvé avec plaisir certaines propositions semblables aux nôtres sous la plume de l'éditorialiste des Echos Jean-Marc VITTORI, sous le titre « 100 départements et 30 000 communes de trop ».

Il regrette que le débat électoral se soit concentré sur « la tête », c'est-à-dire sur l'Etat, ce qui était important, mais que du coup l'on ait négligé le reste et en particulier deux dimensions : d'une part « l'international est absent d'une campagne au provincialisme absolu ». D'autre part, et c'est le point qui nous intéresse ici, « la tête de l'Etat ne suffit pas pour changer le pays. Il faut aussi des jambes pour avancer, des bras et des mains pour appliquer les mesures ».

« Or il y a là un incroyable enchevêtrement de collectivités locales, de compétences, de lignes budgétaires. Et d'irresponsabilités en chaîne, de doublons, de surcoûts. L'organisation administrative du pays ressemble à une pieuvre qui s'est emmêlé les pinces ».

BAYROU avait bien proposé de supprimer un échelon, en rapprochant conseils généraux et conseils régionaux. ROYAL avait affirmé : « Je ne pense pas qu'on puisse supprimer un échelon ». Et SARKOZY, à notre connaissance, n'avait rien dit.

Actuellement, nous avons 26 régions (en comptant l'outre-mer), 100 départements, 37 000 communes, sans compter les autres institutions comme les divers regroupements de communes : « C'est beau comme un jardin à la française » ! Mais cela ne correspond plus au monde d'aujourd'hui. Commentaire de VITTORI : « Le vrai problème, c'est que la France a ajouté des dispositifs sans en supprimer. Elle se retrouve donc avec cinq niveaux, sans compter les découpages spécialisés. C'est trop pour être efficace. En Europe, aucun pays n'a des pouvoirs locaux aussi éclatés. La France compte autant de communes que l'Europe à quinze (...). Et aucun pays n'a un pouvoir central aussi présent. Près de la moitié de l'argent des collectivités locales vient directement de l'Etat ».

D'où la proposition de l'éditorialiste des Echos : supprimer les départements, regrouper les communes, donner un vrai pouvoir fiscal aux régions et aux nouvelles communes. Répartir les compétences au lieu de les entasser. Cela remettra en cause des avantages acquis. Cela réduira fortement le nombre d'élus locaux, piliers des partis politiques, mais c'est essentiel. Conclusion de VITTORI : « Tant que les tentacules de la pieuvre resteront enchevêtrées, même la plus belle politique du monde aura du mal à réussir en France ».

Enfin, nous pouvons ajouter autre chose, qui ne figure pas dans l'article des Echos, mais dans notre guide du candidat : la décentralisation, c'est très bien ; la subsidiarité, c'est encore mieux. Il ne s'agit pas de remplacer le socialisme au niveau étatique par un socialisme communal ou régional. C'est d'abord vers la société civile que doivent être redistribuées les compétences, car la plupart des questions peuvent être traitées par les familles, les associations, les entreprises. Ce n'est qu'en cas d'insuffisance de la société civile qu'il faut songer aux collectivités publiques. Décentralisation et subsidiarité sont donc les deux piliers de la nécessaire réforme de l'Etat. Qu'en pensent les candidats aux législatives ?

PRESIDENTIELLES : APRES LA FRANCE, LA RUSSIE

La campagne des présidentielles en France a fait passer au second rang l'actualité internationale. Celle-ci reprendra bien vite sa place dans les médias, parce que des évolutions importantes sont en train de se produire. C'est du côté de la Russie que le nouveau Président français aura à se tourner, parce que la France, comme les autres pays européens, doit arrêter sa position face à la stratégie de Vladimir POUTINE. La réunion du G8 a été marquée par une tension extrême : les Russes ne veulent pas entendre parler d'un bouclier anti-missile européen qui serait assuré par l'OTAN. Cela les gênerait pour poursuivre leur œuvre de reconstitution de la Grande Russie, dont l'empire a été éclaté avec la disparition de l'URSS.

Pour réaliser leur grande ambition, POUTINE et les siens ont besoin d'un pouvoir absolu au Kremlin. Or, des élections présidentielles se présentent à l'horizon 2008, et POUTINE n'a pas le droit de se représenter, ayant accompli deux mandats. Mais pourquoi ne pas changer la constitution ? Il faut pour cela désamorcer toute opposition démocratique, et POUTINE s'y emploie. Le Figaro a consacré une série d'articles instructifs sur l'installation d'une nouvelle dictature à Moscou. On y évoque le « rouleau compresseur » pour « étouffer méthodiquement toute voix dissidente à onze mois de la présidentielle ».

Les opposants sont en prison ou en exil, les manifestations sont réprimées sauvagement, en faisant usage de la force, et leurs leaders, y compris le joueur d'échec KASPAROV, arrêtés, au moins provisoirement. Ce sont les derniers médias indépendants qui sont maintenant en première ligne. L'agence française Capa a été piégée par la diffusion tronquée et truquée d'une de ses enquêtes, transformée en ode à la gloire du régime. Les journalistes du principal réseau privé de radio, le service russe d'information (RSN), ont vu leur rédaction reprise totalement en mains. La ligne éditoriale du réseau RSN a été modifiée en 24 heures, à la suite d'un changement de direction. Les nouveaux dirigeants ont empêché la diffusion de reportages sur les manifestations et les opposants. Ils interdisent de parler de KASPAROV et autres, car ce sont « des gens du passé qui n'intéressent pas les auditeurs ». Les opposants y sont qualifiés de « national-radicaux ». Officiellement, il ne s'agit pas de censure, bien sûr, mais « d'information plus équilibrée ».

Par ailleurs, la police a multiplié les perquisitions dans les bureaux d'ONG comme Internews Network, qui forme des journalistes de province et a le gros défaut d'être basée aux Etats-Unis. Tous les documents et disques durs ont été saisis. La directrice de l'ONG s'est vu privée de sommes ramenées de Paris et a été poursuivie pénalement. Bref « toutes les ONG financées par l'étranger sont suspectes ». Il faut dire que l'ONG en question recevait des fonds de l'Union européenne et de l'Agence américaine de développement, crimes suprêmes !

Le Président de la Douma souhaite aller plus loin et a créé un groupe de travail pour « mettre en lumière qui se tenait derrière ces provocations et avec quel argent ont été organisées ces manifestations ». Totalitarisme, xénophobie : rien ne manque.

A ce jeu, les derniers partis indépendants sont en passe d'être interdits, pour subversion et financements étrangers.

Tout cela est évidemment contraire à la constitution, qui prévoit le droit de manifester, la liberté d'expression, le libre jeu des partis politiques. Mais qui se soucie de constitutionnalisme en Russie ? Il y a à Moscou un précédent célèbre : la constitution stalinienne était réputée l'une des plus démocratiques du monde !

En réalité, c'est un système autocratique qui se met en place, la Russie glisse vers le parti unique et les libertés publiques sont en voie de disparition. Aucune alternance démocratique n'est pensable : les maîtres du Kremlin resteront en place, d'une façon ou d'une autre.

Comme le souligne l'ancien premier ministre de POUTINE, Mikhaïl KASSIANOV, passé à l'opposition, « s'il y avait des élections aujourd'hui, elles ne seraient pas démocratiques ». Il est en effet clair que POUTINE et les siens ont déjà tourné le dos à la démocratie. Il sera intéressant de voir comment le nouveau chef de l'Etat français se comportera face à la Russie du KGB.

MARIAGE A L'ITALIENNE : CENTRISTES ET COMMUNISTES

BAYROU ferait-il école à l'étranger ? C'est ce qu'il a laissé entendre, en s'appuyant sur l'exemple allemand (la grande coalition SPD-CDU) et sur l'exemple italien (PRODI ratisse large, du centre à l'extrême-gauche).

Mais ce qui se passe en Italie donne à réfléchir. Tout d'abord, la majorité au pouvoir est fragile, car on y trouve des représentants de la gauche la plus extrême et marxiste, proche même de certains mouvements terroristes, aux cotés de socialistes bon teint et de catholiques « sociaux ». C'est sans doute ce que nous concoctait Madame ROYAL, unissant BAYROU, DELORS, STRAUSS KHAN, LANG et BOVE dans un grand ministère de « conciliation ».

Mais il y a eu un élément nouveau en Italie qui mérite d'être noté : deux des principaux partis de la coalition italienne viennent de décider de fusionner. Quoi de plus naturel, puisque, selon Le Monde, il s'agit de deux partis de centre-gauche, les modérés de la coalition en quelque sorte, qui se regroupent. Mais Le Monde semble avoir une idée du centre plutôt... excentrique !

En effet, il y a bien un parti de centre-gauche, qui est la Marguerite-Démocratie et liberté, héritier de l'aile gauche de la démocratie chrétienne, qui représente donc la gauche catholique, relativement modérée effectivement. PRODI lui-même en est issu et, même si nous sommes loin de partager ses analyses et sa politique, il faut reconnaître qu'il n'est pas marxiste. Jusque là, on est bien dans la grande tradition de l'ancienne démocratie-chrétienne, qui n'avait jamais su choisir entre la droite et la gauche, ce qui a finalement provoqué son éclatement, les uns s'alliant avec la droite et BERLUSCONI, les autres avec la gauche et PRODI.

Mais pour se marier il faut être deux. Quel est l'autre partenaire ? Sûrement un parti très proche des chrétiens-démocrates, puisque M. PRODI a parlé de « l'aboutissement d'un rêve commencé il y a douze ans » et qu'il s'agit selon lui de doter la gauche « d'une vision politique et éthique nouvelle ». Surprise : ce partenaire rêvé et éthiquement correct n'est autre que le parti des Démocrates de Gauche, c'est-à-dire tout simplement de l'ancien parti communiste italien.

La fusion a été approuvée largement par les deux partis et elle débouche sur un parti démocratique (c'est presque le « parti démocrate » de BAYROU) qui pense représenter le tiers de l'électorat et veut devenir la première force politique du pays. Les deux partis avaient d'ailleurs totalisé 28% des voix lors des dernières élections. Le problème, c'est qu'on ne sait pas grand chose de la ligne politique du nouveau parti, car il y a loin des ex-démocrates-chrétiens aux postcommunistes. C'est ainsi qu'au Parlement européen, les premiers siègent dans le groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (avec l'UDF de BAYROU), alors que les seconds appartiennent au parti socialiste européen.

Les ex-communistes sont-ils « centristes » ? Ils ont annoncé la couleur : « ce ne sera pas un parti modéré, mais de gauche et réformateur ». Certes, nous savons bien qu'il était de bon ton en France de souligner la « modération » de l'ancien parti communiste italien. Il est vrai que, même du temps de l'URSS, il était moins stalinien que le PCF et que BERLINGUER était plus présentable que MARCHAIS. Mais ce n'en était pas moins un véritable parti communiste. Il s'est recentré depuis, tant mieux, mais il reste l'héritier de la tradition communiste, ce qui n'est guère rassurant. Certes, l'aile d'extrême-gauche a claqué la porte du parti en refusant la fusion, mais cela ne suffit pas à en faire un parti de centre-gauche.

L'assemblée constituante du nouveau parti aura lieu en octobre et on verra bien qui dominera l'autre. Mais il y a toujours un danger à vouloir s'allier avec le diable, même s'il a mis un peu d'eau bénite dans son soufre.

Même repeints en rose, les anciens communistes restent marqués par leur histoire. PRODI joue là un jeu dangereux et déjà il a dû infléchir sa politique, par exemple en utilisant les marges fiscales dont il disposait non pour réduire dette et déficit, mais pour arroser les électeurs par de nouvelles dépenses sociales. Qu'en pense l'ami de M. PRODI, François BAYROU qui, en tout cas pendant la campagne, ne jurait que par la rigueur budgétaire et la lutte contre la dette publique ?

GRANDE-BRETAGNE : INFANTILISER OU RESPONSABILISER ?

Plutôt que de l'Italie, la classe politique française ferait mieux de s'inspirer de la Grande-Bretagne. Dans ce pays, la gauche est sociale-démocrate et moderne, ce qui la rend plus libérale que la droite française et la sépare nettement de la gauche française, qui en est restée au marxisme. Quant à la droite anglaise, elle est franchement libérale, même si elle s'est sensiblement recentrée par rapport à la période THATCHER.

Le leader des conservateurs, David CAMERON, vient d'apostropher les travaillistes sur un problème de société : il leur reproche de vouloir infantiliser les individus au lieu de les responsabiliser. Face à la violence et aux « incivilités » qui minent la société britannique les conservateurs proposent « une révolution de la responsabilité ».

Certes, les travaillistes sont conscients du problème, mais ils l'ont abordé d'un point de vue étatique et centralisé : c'est la politique qui cherche à résoudre le problème. Or les conservateurs ont un point de vue différent, que résume bien Le Figaro : « Il est temps de rendre aux parents, aux voisins, aux chefs d'entreprise ou aux professeurs la responsabilité que le gouvernement de Tony BLAIR leur aurait confisquée » : société civile au lieu de société politique, cela nous paraît un bon choix.

Les conservateurs accusent même les travaillistes d'avoir « encouragé l'irresponsabilité », ce qui aurait provoqué l'explosion des agressions, notamment dans les commerces et les services de santé. Certes, les travaillistes ont durci la législation pour lutter contre la délinquance de rue, permettant de délivrer des avertissements pour comportements antisociaux aux personnes de plus de dix ans, avec des injonctions qui peuvent conduire en prison en cas de non respect. Mais ce n'est pas le bon choix pour David CAMERON, car « coûteux, bureaucratique, de courte vue, superficiel et, à la fin, contre-productif parce que [cette politique] retire la responsabilité aux individus pour la mettre dans les mains de l'Etat ».

« Il faut que le gouvernement ne traite plus les citoyens comme des enfants, mais en adultes dignes de confiance ». D'où l'appel au renforcement de la société civile, à commencer par la famille. David CAMERON, par exemple, « trouve anormal qu'impôts et allocations pénalisent aujourd'hui les couples ». Autre proposition : décentraliser au maximum car « l'argent dépensé au niveau local doit pouvoir être affecté et contrôlé localement ». C'est notre position permanente : décentralisation et subsidiarité.

Enfin, CAMERON veut s'attaquer à la bureaucratie : « un policier ne peut pas arrêter une personne dans la rue sans devoir remplir un formulaire de quarante questions » ! Résumé du Figaro : « une société fondée sur une implication privée ». Ainsi les Anglais ont-ils le choix entre deux politiques modernes, acceptant toutes les deux le marché et ses conséquences, mais l'une accordant plus de place à l'Etat et l'autre reposant sur la société civile. Heureux Anglais.

AU SOMMAIRE DU N°917 :

EDITORIAL : Un quitus ou une mission ? pp. 1-2

CONJONCTURE : Un budget 2008 en excédent ? pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : France : terre d'émigration p. 4 - Cent départements de trop ! p. 5 - Présidentielles : après la France, la Russie p. 6 – Mariage à l'italienne : centristes et communistes p. 7 – Grande Bretagne : infantiliser ou responsabiliser ? p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille